



Comment nommer une politique qui laisse s'échapper une richesse nécessaire aux besoins sociaux et à la transition écologique ?

Des faits : le volume des richesses augmente et l'inégalité de leur répartition ne cesse de s'aggraver, ce qui constitue non seulement un problème moral, mais également économique. Aujourd'hui, les 8 personnes¹ les plus riches du monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Selon l'OCDE et le FMI, la théorie du ruissellement des riches vers les pauvres ne fonctionne pas. Au contraire, ces inégalités et fraudes nuisent à la croissance économique.

Le magazine Challenges publiait en juin 2017 son classement annuel, qu'il fait depuis 1996, des 500 premières fortunes de France. On y constate une augmentation du nombre de milliardaires de 11 à 91 (plus 700 %) entre 1996 et 2017. Le montant des 500 premières fortunes a été multiplié par 7 pour passer de 81 milliards (Mds) à 570 Mds d'euros. Ce total de 570 Mds représente 25 % du PIB national, contre 6 % en 1996 !

Ce gouvernement avec le budget² 2018 (386 Mds) organise un choc fiscal jamais vu où plus de 10 milliards de recettes sont abandonnées en faveur des plus riches et des multinationales ; pendant que l'on demande à la sécurité sociale de faire 4,5 Mds d'économie sur l'hôpital et les malades, ou qu'il faudrait selon la StraNES³, 3 Mds supplémentaires par an sur dix ans pour mettre à niveau et démocratiser l'ESR, etc.

La fraude et l'optimisation fiscale représentent des sommes considérables en France, dans l'UE et le monde⁴. Le livre de G. Zukman sur « *La richesse cachée des nations* » réactualisé en octobre 2017 ou de Antoine Peillon « *Ces 600 Mds qui manquent à la France* » sont là pour nous le rappeler, ainsi que bien d'autres rapports officiels. Nous pourrions ajouter nombre d'éléments dont le surcoût du capital⁵.

Une grande partie de toutes ces richesses, qu'elles soient des très riches ou des multinationales, est la somme manquante pour financer les besoins sociaux de l'humanité et la transition écologique nécessaire afin d'éviter la catastrophe. Là est le problème fondamental et la solution pour régler les défis auxquels est confrontée l'humanité. Ne pas mener politiquement à tous les niveaux la réorientation de cette richesse, n'est-ce pas le nom d'un crime social et plus ? Le sociologue Bruno Latour (sur le site du nouvel Obs), lui, émet l'hypothèse que « *les très riches auraient renoncé à faire société commune avec le reste de la population* ». Nous, enseignants, avec nos missions, ne pouvons accepter ces décisions politiques. D'autres choix doivent se faire.

pascal.anger@snefsu.net

¹<https://www.oxfamfrance.org/rapports/justice-fiscale/economie-au-service-des-99>

²Source PLF 2018 – Pointons aussi que le gouvernement met fin le 31/12/2017 au service de régularisation des avoirs à l'étranger (fraude fiscale) et que les différents gouvernements ont diminué considérablement le nombre d'agents au ministère des finances.

³Rapport 2016 de la stratégie nationale sur l'enseignement supérieur.

⁴Selon l'enquête de G Zucman, en 2017 on en serait à minima à 7900 Milliards d'Avoirs dans les paradis fiscaux.

⁵ Étude faite par le CLERSE de l'Université de Lille publiée en janvier 2013 <http://www.snefsu.net/outils/docs/RapportCgtCoutCapitalK.pdf>